

## Résumé

L'éducation a un impact bien plus profond sur la vie des individus que ne le suggèrent certains indicateurs comme la rémunération professionnelle ou la croissance économique. Malgré leur importance, ces retombées sociales de l'éducation (RSE) – telles que l'impact sur la santé – ne sont encore, à l'heure actuelle, ni bien comprises, ni mesurées de façon systématique. Le présent rapport « de synthèse » constitue un premier pas vers l'analyse conjointe de certaines évolutions prometteuses en la matière. (Le lecteur trouvera au chapitre 1 une présentation détaillée des sources ayant servi à la rédaction de ce rapport.) Il s'inscrit dans un processus ayant pour objet de produire des outils présentant un intérêt pour la définition des orientations futures et d'analyser les liens entre l'apprentissage et le bien-être.

---

### *Rappel des faits et bien-fondé de l'activité*

---

Notre conception actuelle de ces liens repose sur une base de connaissances relativement limitée. Si l'on souhaite que les dépenses d'éducation reflètent un jour l'importance présumée des liens entre apprentissage et bien-être, il nous faut tout d'abord développer des modèles cohérents grâce auxquels nous serons en mesure de comprendre cette interaction. Ces modèles devront être conçus de façon à permettre aux gouvernements et aux populations d'apporter les premiers éléments de réponse aux questions suivantes :

- *Transparence* : qu'apprennent réellement les individus grâce aux investissements réalisés par les sociétés dans l'éducation et la formation ? Quelles en sont les conséquences, non seulement en termes de revenus individuels et de croissance économique, mais aussi, de façon plus générale, de bien-être individuel et social ?
- *Concurrence entre les différents postes de dépenses publiques* : quels sont les arguments en faveur du financement de l'éducation, face à la pression concurrentielle des autres secteurs sur le budget des États ? Ainsi, le vieillissement de la population pourrait

entraîner une réduction des sommes allouées à l'éducation au profit des soins aux personnes âgées, bien que l'éducation contribue sans doute largement à la santé des individus tout au long de leur vie.

- *Intégration des valeurs* : dans quelle mesure l'éducation permet-elle d'inculquer des valeurs liées au bien-être et à la cohésion sociale, mais aussi à l'emploi ? Quelles sont la valeur et la place accordées à l'objectif de citoyenneté active dans la pratique éducative ?
- *Liens intersectoriels* : comment favoriser un processus intégré de réflexion et d'action entre les différents secteurs en vue de maximiser les bénéfices de l'apprentissage ? Ainsi, l'éducation a un impact positif sur la santé, mais l'inverse est également vrai. En quoi un dialogue accru entre ces secteurs pourrait-il renforcer les bénéfices découlant de ces interactions ?

Deux vastes domaines ont été retenus comme thèmes centraux de la première phase de l'activité RSE, à savoir la *santé* et l'*engagement civique et social* (ECS). Les politiques à mener dans ces deux sphères donnent actuellement lieu à de profondes interrogations, ce qui soulève par conséquent un certain nombre de questions d'ordre économique et social. Ces thèmes permettent à la fois de dresser un panorama général de la situation et de procéder à une analyse détaillée de certains aspects spécifiques.

---

#### *Définition d'un cadre de réflexion*

---

L'école n'est pas le seul et unique cadre de l'apprentissage : celui-ci s'effectue en effet « dans tous les domaines de la vie » (c'est-à-dire dans des contextes divers, tels que les sphères professionnelle, privée et sociale), mais aussi « tout au long de la vie » (quel que soit l'âge des individus). Ces différents types d'apprentissage s'influencent les uns les autres de façons très diverses. Leur impact en termes de retombées de l'éducation est également complexe, que l'on considère les sphères économique et sociale, individuelle et collective, ou encore financière et non-financière.

Accentuant la complexité de ce tableau, notre base de connaissances présente en outre des lacunes considérables sur un certain nombre de points, parmi lesquels :

- les impacts *cumulatifs* et *interactifs* de l'éducation « dans tous les domaines de la vie » et « tout au long de la vie » ;

- les impacts potentiels de l'apprentissage *informel*, des *formations ultérieures* à l'âge adulte, voire des différents types d'éducation formelle ;
- les impacts des *différents cursus* (enseignement général, enseignement supérieur et filières professionnelles) et de l'éducation à différents âges et *étapes de la vie*.

La définition d'un cadre destiné à élaborer des modèles et des analyses applicables à une grande variété de contextes permet de mieux comprendre ces liens. Outre l'accent mis sur la nécessité de traiter ces questions au moyen d'une *approche multi-niveaux*, le rapport passe en revue trois éléments-clés du cadre de réflexion proposé.

1. *Les modèles ARC* : il s'agit d'un système à trois volets, axé sur les effets *absolus, relatifs* et *cumulatifs* de l'éducation.

Le *modèle absolu* consiste à affirmer que l'éducation a un effet direct sur l'individu. Il repose sur l'idée selon laquelle renforcer l'éducation est un bien et qu'une augmentation globale du niveau d'éducation peut conduire à un accroissement global du résultat étudié. Une telle augmentation du niveau d'éducation constitue alors, par son effet net, un *jeu à somme positive* – en d'autres termes, elle profite au minimum à certains groupes et ne nuit à aucun. Toutefois, l'éducation peut également avoir, de façon intrinsèque, certains effets négatifs sur le plan individuel, par exemple en affectant la confiance en soi.

Le *modèle relatif* stipule que le niveau d'éducation agit en changeant la place de l'individu dans la hiérarchie des relations sociales. Cette approche est également appelée « modèle de la sélection » (*sorting model*) ou « modèle du positionnement » (*positional model*). L'éducation génère des bénéfices pour les uns mais, par là même, en déplace d'autres vers les échelons inférieurs de la vie sociale. Ce modèle suggère qu'une expansion de l'éducation ne conduit pas nécessairement à un accroissement global des bénéfices nets, mais constitue plutôt un *jeu à somme nulle* – dont certains sortent gagnants et d'autres, perdants.

Le postulat central du *modèle cumulatif* est le suivant : ce sont les pairs de l'individu qui constituent le facteur-clé à prendre en considération. Le sort de l'individu est fonction du niveau moyen d'éducation de ses pairs ou des groupes au sein desquels il évolue (conjoint y compris). Parmi les retombées associées à l'éducation, certaines ne sont susceptibles de se manifester qu'au sein d'un groupe présentant un niveau d'éducation comparable ; par ailleurs, la prévalence de ces retombées augmente avec le niveau moyen d'éducation. Si ce modèle est le plus difficile à appliquer de

façon empirique, il pourrait toutefois être largement utilisé comme source d'arguments destinés à démontrer que l'éducation est un bien public.

2. L'approche dite du « sujet en contexte » (*Self-in-Context*) : l'éducation peut avoir un impact en termes de retombées sociales à travers les effets qu'elle exerce sur le sujet, notamment sur ses capacités et sa faculté d'action – c'est-à-dire son aptitude à faire des choix tout au long de sa vie et à s'y tenir. Cette approche permet une évaluation plus approfondie des impacts potentiels de l'éducation sur les interactions sociales quotidiennes des individus, dans le cadre du cercle familial, de la vie professionnelle, de la collectivité ou dans des contextes sociétaux plus larges. L'éducation influence également le choix des contextes dans lesquels les individus évoluent ou les occasions qui s'offrent à eux de choisir entre différents contextes.
3. Le troisième élément du cadre de réflexion proposé est la *dimension qualitative des expériences d'apprentissage*. Les mesures de la participation éducative qui reposent presque exclusivement sur les notions de volume et de qualifications ne reflètent pas suffisamment le fait que les effets de l'éducation dépendent de la nature et de la qualité de l'enseignement, autant que du nombre d'heures ou d'années passées à étudier. Pour dépasser ces limites, il faut tenir compte des *contextes éducatifs* (niveau et type d'enseignement dispensé), du *contenu éducatif* (programme et pédagogie) et enfin de la *philosophie* des établissements d'enseignement. La présente réflexion s'intéresse principalement à l'éducation obligatoire. D'autres études seront nécessaires pour étendre ces considérations à d'autres types et à d'autres niveaux d'enseignement.

---

### *Étude des retombées sociales de l'éducation*

---

Le présent rapport applique ces cadres d'analyse aux deux aspects retenus des retombées sociales de l'éducation – la *santé* et l'*engagement civique et social (ECS)*. En ce qui concerne l'ECS, le rapport se penche sur une analyse initiale qui avait appliqué les modèles ARC aux données issues des projets *European Social Survey* et *European Values Survey*. Concernant la santé, le modèle du sujet en contexte sert de cadre à une analyse approfondie des données prouvant l'existence d'un lien de cause à effet entre le niveau d'éducation et la santé. Ce cadre pourrait être appliqué de façon plus poussée à la santé et à l'ECS, mais également à un large éventail d'autres sphères telles que la criminalité, les comportements antisociaux ou la pauvreté.

---

*Santé*


---

Les bénéfices de l'éducation en termes de santé sont potentiellement très importants. Or le coût des services de santé est voué à augmenter considérablement pour des raisons démographiques et technologiques – essentiellement liées au vieillissement de la population dans la plupart des pays de l'OCDE et à l'apparition de nouvelles formes de traitement. L'un des avantages de l'éducation dans le domaine de la santé est donc, clairement, associé à la *maîtrise des coûts*. Il est essentiel que les pouvoirs publics comprennent mieux l'ampleur du potentiel d'économies que représente une politique axée sur les investissements dans l'éducation, non seulement en faveur des enfants en âge d'être scolarisés, mais aussi des adultes.

L'éducation a par ailleurs un effet plus positif que celui de la réduction des dépenses de santé, puisqu'elle *améliore le bien-être et la qualité de vie des individus*. Outre le fait qu'il contribue à la prévention des maladies ou à l'amélioration de l'efficacité des traitements, le niveau d'éducation peut permettre de vivre plus sainement. Cette dimension est certes plus difficile à quantifier, mais revêt sans doute une importance encore supérieure.

Toutefois, bien que l'on dispose de plus en plus de données indiquant l'existence d'un lien de cause à effet entre l'éducation et la santé, on ignore encore si celui-ci est important ou systématique, ou s'il peut être exploité. Le rapport passe en revue un certain nombre d'autres possibilités. En un mot, le niveau d'éducation peut aider les individus à mener une vie plus saine en optant pour un mode de vie plus sain, et à pallier un mauvais état de santé en leur permettant de mieux gérer leur(s) maladie(s) et de prévenir la survenue d'autres maladies. On distingue trois principaux types d'effets de l'éducation sur la santé :

- les *effets indirects*, tels que ceux induits par la hausse des revenus ;
- les *effets directs*, tels que l'amélioration des compétences et des aptitudes individuelles, les changements de comportement face aux risques et l'évolution du sentiment d'auto-efficacité et de l'estime de soi ;
- les *effets intergénérationnels* des parents instruits sur la santé de leurs enfants.

L'allongement de la durée d'études est dans une large mesure associé à l'amélioration de la santé et du bien-être, et à l'adoption de comportements sains. Dans certains cas, les preuves dont on dispose sont nombreuses, et suggèrent l'existence d'un lien de cause à effet.

---

*Engagement civique et social (ECS)*

---

Le niveau d'éducation et l'ECS sont généralement liés. Toutefois, malgré la hausse des taux de participation éducative, de nombreux pays sont préoccupés par la baisse des taux de participation électorale et par le niveau global de participation aux activités civiques. Les responsables politiques ont une influence directe sur la conception et l'encadrement des systèmes éducatifs ; il est dès lors logique de se tourner vers l'école pour trouver un moyen d'améliorer l'engagement civique et social des jeunes.

Les expériences d'apprentissage peuvent favoriser l'ECS de différentes manières :

- en organisant les connaissances – le contenu de l'enseignement permet d'acquérir des connaissances et une expérience qui vont dans le sens de l'ECS ;
- en développant les compétences grâce auxquelles les individus mettent en pratique, enrichissent et étendent leurs connaissances en matière d'ECS ;
- en cultivant des valeurs, des comportements, des croyances et des motivations favorables à l'ECS ;
- en améliorant le statut social – cela vaut pour les formes d'ECS liées à la place relative qu'occupent les individus dans la hiérarchie sociale.

On ne saurait, toutefois, laisser entendre qu'un allongement des études se traduit automatiquement par un niveau supérieur d'ECS. Les mécanismes à l'œuvre sont plus complexes que cela, comme l'illustre l'application des modèles ARC. Ainsi les formes d'engagement politique les plus compétitives, telles que l'appartenance à un parti politique, sont plus adaptées au modèle relatif, tandis que les formes moins compétitives, comme la participation à une marche de protestation, relèvent davantage du modèle absolu.

Une autre conclusion importante de ce rapport est que l'allongement des études ou la priorité accordée aux cours d'éducation civique ne constitue qu'une réponse limitée et partielle à ce problème. Il existe en revanche une approche plus prometteuse, axée sur la qualité des expériences éducatives et les possibilités d'apprentissage offertes à la fois au sein et en dehors des cadres d'enseignement formels. Le programme scolaire, la philosophie de l'établissement et la pédagogie sont des variables-clés qui déterminent l'ECS. Certaines formes d'apprentissage semblent présenter de meilleurs résultats en termes d'ECS que les simples cours d' « éducation civique », à

savoir les environnements qui mettent l'accent sur la responsabilité, le dialogue, le respect et la mise en pratique de théories et d'idées dans le cadre de travaux de groupe.

---

### *Évaluer les retombées de l'éducation*

---

Attribuer une valeur quantitative, puis financière, aux retombées sociales de l'éducation n'est pas chose facile. Cette démarche est généralement mieux adaptée à la santé qu'à l'ECS ; quoi qu'il en soit, les estimations doivent être traitées avec finesse et prudence. Il existe quelques analyses rigoureuses sur ce sujet. A l'aide de l'indicateur QALYS, *Quality-Adjusted Life YearS*, une étude néerlandaise avance l'idée selon laquelle une année d'études supplémentaire améliore de 0.6 % l'état de santé des hommes, et de 0.3 % celui des femmes. A titre d'exemple plus précis, citons une simulation effectuée au Royaume-Uni, qui parvient à la conclusion selon laquelle l'élévation du niveau d'éducation des femmes adultes sans qualifications à un niveau de qualification de base permettrait de réduire les risques de dépression à l'âge de 42 ans (de 26 % à 22 %), donc d'économiser chaque année près de 200 millions GBP.

---

### *Conclusions et orientations futures*

---

Un certain nombre de domaines d'action sont envisagés lorsque le projet RSE passera à la phase suivante :

- *Examiner les objectifs publics de l'enseignement* : déterminer dans quelle mesure l'amélioration de la santé ou l'ECS sont présentés en tant qu'objectifs explicites de l'éducation et étudier, le cas échéant, les critères et mesures utilisés pour rendre compte des progrès réalisés.
- *Renforcer la base de connaissances* : le projet RSE repose sur une base limitée de théorie et de données probantes. Les principaux progrès attendus concernent le développement d'outils conceptuels permettant d'analyser les RSE, d'indicateurs et d'autres mesures d'évaluation de l'action des pouvoirs publics, ainsi que le recours à des analyses coûts-bénéfices.
- *Enrichir l'analyse des données* : il faut approfondir le travail effectué sur les bases de données existantes. L'élaboration et l'utilisation de données longitudinales, de cadres expérimentaux, d'analyses biographiques et d'études poussées des processus d'apprentissage constituent des priorités absolues.

- *Étudier les conséquences pour la pédagogie, l'évaluation et les systèmes de qualifications* : la formation des adultes et l'apprentissage informel jouent en matière de retombées sociales un rôle prépondérant, mais sont rarement pris en compte. Le projet RSE appelle à une meilleure compréhension de la façon dont les retombées des différents modes d'apprentissage sont prises en compte et évaluées.
- *Élargir l'éventail des données de référence en matière de littératie* : étendre la gamme de critères utilisés pour évaluer le niveau d'éducation afin de prendre en considération certains aspects tels que la santé et la compréhension des droits et devoirs des citoyens.
- *Promouvoir le dialogue intersectoriel* : s'il est toujours souhaitable d'aller au-delà des frontières sectorielles, cela reste rare dans la pratique. Une première étape utile consisterait à exploiter les résultats du projet RSE pour favoriser le dialogue entre les secteurs.